

Après Bamako : pourquoi la convergence commerciale de l'Afrique est inévitable ?

À Bamako, la cérémonie d'investiture du nouveau président malien, Ibrahim Boubakra Keita (IBK), événement solennel, s'est déroulée sur fond de retour à la normale au Mali après le déchaînement de la violence aveugle de 2012. La présence dans la capitale malienne de près d'une vingtaine de chefs d'État et de gouvernement n'était pas – loin sans faut – uniquement d'ordre protocolaire.

Cette dernière avait en effet une triple portée symbolique, politique et économique. Au niveau symbolique, tout d'abord, certains pays représentés à la cérémonie ont joué un rôle essentiel dans la libération du Mali des mains des groupes djihadistes. Politiquement, tous ont fait montre de courage et de détermination et se sont impliqués avec force aux côtés des Maliens lors de cette terrible épreuve. Économiquement, beaucoup des pays représentés à Bamako ont promis de tout faire pour que le Mali puisse retrouver les chemins de la croissance et de la prospérité.

C'est à travers cette triple grille de lecture qu'il faut lire la présence – inédite – du chef de l'État marocain, le roi Mohammed VI, au Mali. Il convient aussi d'interpréter le discours qu'il a prononcé lors de l'investiture officielle du président Ibrahim Boubakra Keita à l'aune de l'ambition formulée par le Royaume depuis quinze ans en termes de partenariats sud-sud. Cette ambition s'appuie d'une part sur l'idée que les échanges sud-sud formeraient l'un des moteurs de la croissance, mais surtout sur la conviction que le capital social africain avec des normes qui lui sont inhérentes comme la confiance et la loyauté influe sur le système de la croissance économique continental.

Le souverain marocain a ainsi veillé à n'oublier aucune des trois conditions nécessaires au retour à la stabilité du Mali : la tolérance et le dialogue interreligieux, la réconciliation nationale, et le retour à la croissance économique. Sur ce dernier point, il a appelé les opérateurs marocains à venir investir au Mali, afin de contribuer à la reprise.

Carrefour de l'Afrique de l'Ouest, le Mali est en effet un espace stratégique du point de vue économique et commercial, et doit donc retrouver à tout prix la stabilité afin que l'espace régional dans son ensemble puisse retrouver un équilibre qui le mettrait sur la voie du développement. En effet, si la Côte d'Ivoire, récemment en guerre civile, a pu renouer avec la croissance – cette dernière frise les 10 % en 2013 – tous les espoirs sont permis pour le Mali, à condition que les partenaires économiques et commerciaux du Sahel transforment sur le plan opérationnel les généreuses déclarations d'intention formulées récemment.

Autre condition essentielle pour que l'Afrique de l'Ouest puisse décoller économiquement : favoriser les échanges interafricains, qui ne se montent qu'à 12 % des exportations totales du continent, soit un niveau qui reste un des plus faibles au monde malgré le développement rapide des échanges au cours de la dernière décennie.

Le potentiel d'intégration reste largement inexploité et est en manque de moteur pour établir un véritable partenariat sud-sud alors que le carburant existe ; en effet, les exportations interafricaines ne sont pas dominées par les ressources naturelles, mais se répartissent de manière plus équilibrée entre produits primaires, denrées alimentaires et produits manufacturés.

Ce constat accrédite l'idée que des bénéfices substantiels peuvent être retirés de l'échange de produits similaires, mais différenciés (exportation de thé marocain sur la Chine par exemple) ; une plus grande intégration entre pays à niveau de développement similaires peut se traduire par des gains significatifs en matière de commerce intra sectoriel et appuie l'idée que les échanges intra régionaux apportent des avantages en termes d'industrialisation et de diversification économique. Ainsi, accroître les échanges interafricains c'est marcher vers l'intégration économique comme le préconise la nouvelle théorie du commerce international.

Le Maroc, de par ses liens culturels et spirituels multiséculaires constitue à ce titre un partenaire de choix, notamment en direction de l'Afrique de l'Ouest francophone, avec laquelle il entretient une relation très fluide. Cet enracinement dans la zone, qui fait du Royaume un pays éminemment africain, a été récemment illustré au Mali où le pays s'est impliqué avec force dans le dénouement de la crise, se sentant historiquement responsable et géopolitiquement comptable si la déstabilisation de l'espace sahélo-saharien venait à perdurer.

À travers l'aide fournie à la France lors de son intervention militaire au Mali et son soutien massif à la reconstruction du pays, le Maroc a voulu signifier qu'il faisait partie intégrante des parties "concernées et intéressées" par le devenir de ce pays, et que la zone faisait partie de sa profondeur stratégique. Et c'est probablement en se sentant Africain parmi les siens que le Maroc s'est inscrit depuis plus d'une décennie déjà dans un processus d'ancrage accru dans sa profondeur africaine. L'objectif est de poursuivre son ouverture et son développement économique tout en faisant bénéficier les autres pays africains de son expérience, la similitude des problèmes appelant celle des solutions.

Dans ce sens et face aux profondes divergences politiques qui continuent d'entraver le rapprochement entre la plupart des pays africains, l'intégration par le commerce et l'économie est inévitable et productive ; elle crée l'irréversible. Dans cette configuration, la présence remarquable d'entreprises marocaines dans plusieurs pays africains, en particulier d'Afrique de l'Ouest, peut stimuler cette tendance. En tout cas, la présence d'enseignes marocaines dans 23 pays africains, opérant dans des secteurs aussi variés que les télécoms, la banque, l'assurance, le BTP, le transport aérien, illustre remarquablement l'ouverture du Maroc sur son hinterland africain. Elle confirme aussi que le pays regarde l'avenir avec une vision résolument africaine. Aboutissement d'un processus politique mené de main de maître, Bamako doit aussi devenir un commencement : celui de l'intégration commerciale africaine.

Article publié par le quotidien français Les Echos " le cercle. les echos.fr " le 22 septembre 2013